soient envoyés dans l'armée sans qu'ils soient tenus de suivre le cours d'instruction militaire. Qu'ils conservent leur clientèle civile, mais qu'ils répondent à un appel à un ou deux jours d'avis. C'est là je crois une saine proposition. Si plus tard nous devons envoyer des renforts outre-mer, s'il devient nécessaire d'augmenter le personnel médical, en deux ou trois jours ces hommes faisant déjà partie du corps médical des services de guerre pourraient répondre à l'appel.

L'hon. M. RALSTON: Le chef de l'opposition a posé une question concernant le nombre de médecins dans les trois services. D'après les renseignements que je possède, les chiffres étaient les suivants à la date du 30 avril 1943: Marine, 301; armée, 2,135; aviation, 683, soit un total de 3,119. De juillet 1942 à aujourd'hui, le nombre suivant de médecins assignés a été comme suit: marine, 100; armée, 677; aviation, 181.

M. FRASER (Peterborough-Ouest): A Camp Borden, une clinique a été instituée par des pédicures de Toronto. D'autres cliniques de ce genre existent-elles dans d'autres camps? Reçoit-on des patients et quel traitement leur donne-t-on? Je connais des soldats qui, durant leur congé, et pour rester dans l'armée, se présentent à ces cliniques pour y être traités; ils ont même acheté des souliers spéciaux ou chaussures spéciales pour faciliter la marche.

L'hon. M. RALSTON: J'ai appris que les militaires recouraient aux services de pédicures dans bien des camps. Le camp Borden est le seul où l'on enseigne la chirurgie pédicure. Comme mon honorable ami le sait, le corps médical de l'armée se trouve à Borden et il est tout désigné pour l'enseignement des pédicures.

(Le crédit est adopté.)

N° 6—Equipement pour signaux et t.s.f., construction de ligne, etc., \$27,826,751.

M. GREEN: Quelle portion de ce montant va aux installations outre-mer et combien au Canada? Pourquoi cette augmentation de près de 100 p. 100?

L'hon. M. RALSTON: Le montant indiqué comme dépenses de 1942-1943 a été complètement dépensé, vu les conditions existantes. Une dépense beaucoup plus forte avait été envisagée mais, vu l'inactivité relative, le crédit ne fut pas dépassé. Si celui-ci est beaucoup plus élevé, c'est qu'au cours de cette année financière, on prévoit un plus grand usage de l'équipement et des réserves.

M. GREEN: Tout cela sera-t-il dépensé au Canada?

L'hon. M. RALSTON: Vous voulez dire tout cet argent?

M. GREEN: Oui.

L'hon. M. RALSTON: La t.s.f. canadienne n'est qu'à ses débuts pour ce qui est de la production intensive. Jusqu'ici, un grand nombre des postes de t.s.f. ont été achetés en Grande-Bretagne. Nous avons créé deux ou trois postes de notre invention qui sont particulièrement efficaces et dont nous sommes plutôt fiers. Cette année, une plus forte proportion du crédit sera dépensée au Canada.

M. FRASER (Peterborough-ouest): Cette dépense comprend-elle l'achat des télétypes? On me dit que jusqu'à ces derniers mois chaque fois qu'il se présentait des travaux de réparations en dehors d'Ottawa, on faisait venir un homme d'Ottawa. Cependant, on avait dans le service à Kingston un spécialiste dans les réparations, mais jamais on ne l'appelait. Toujours on faisait venir celui d'Ottawa.

L'hon. M. RALSTON: S'il en était ainsi, c'était, je crois, une erreur d'administration. Le directeur de la signalisation va s'en assurer. La réparation a été répartie en districts qui couvrent tout le pays et naturellement on a réparti en même temps les ouvriers.

(Le crédit est adopté.)

N° 7 (munitions et bombes) \$273,325,890.

M. DOUGLAS (Weyburn): Pour quelle raison ce crédit est-il quinze fois plus élevé que celui de l'an dernier?

L'hon. M. RALSTON: Pour la raison que j'ai fournie à l'honorable député de Vaucouver-Sud au sujet d'un autre crédit. Dans le cas de ce crédit-ci, comme dans celui de l'autre, le montant inscrit au budget de l'an dernier était bien plus élevé que l'activité de l'année ne l'a exigé. Il s'agit ici de la somme globale dont nous pourrons avoir besoin pour fournir de munitions et de réserves tous les canons et tous les mortiers que l'armée canadienne et ses formations pourront avoir au cours de l'année entière. C'est en quelques mots l'explication.

M. FRASER (Peterborough-Ouest): L'armée achète-t-elle du ministère des Munitions et approvisionnements, ou directement des fabriques?

L'hon. M. RALSTON: Quelquefois. Nous nous sommes entendus avec les Anglais qui achètent les munitions dont nous avons besoin. Comme nous espérons combattre aux côtés d'eux, les munitions nous seront fournies par eux chaque fois que nous combattrons ensemble. Les munitions seront canadiennes,